



**MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION**

**Secteur Forêt Environnement**

74 Avenue de Paris

**17 210 CHEVANCEAUX**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

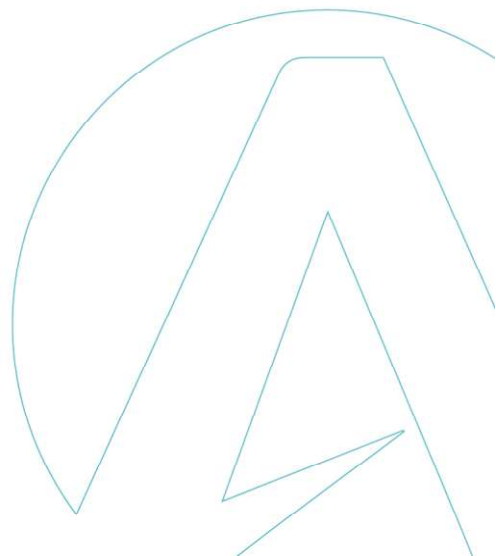
**sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025**

présenté à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 27 MARS 2026**

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282  
85007 **LA ROCHE-SUR-YON CEDEX**  
02 51 37 07 78  
[adeciaaudit@adecia.fr](mailto:adeciaaudit@adecia.fr)

SARL ADECIA AUDIT au capital de 240 408 € | SARL de Commissaires aux comptes | Membre de la Compagnie  
Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique | RCS LA ROCHE-SUR-YON 418 908 927 | TVA  
intracommunautaire FR 31 418 908 927





## **MAISON FAMILIALE DE CHEVANCEAUX Secteur Forêt Environnement**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale de l'Association MFR,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **MAISON FAMILIALE RURALE** » relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

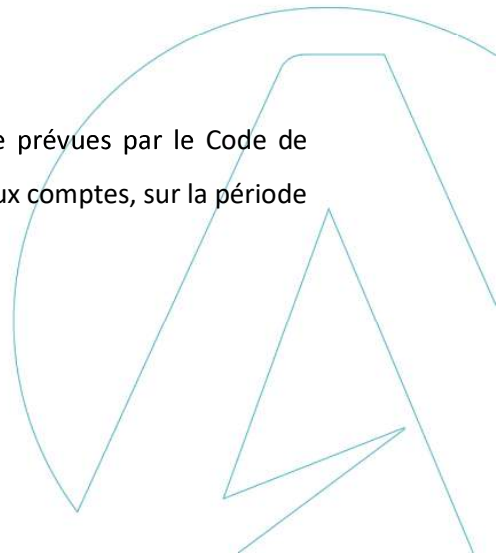
#### **Référentiel d'audit**

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport.



## **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe légale des comptes annuels qui mentionne le nouveau règlement de l'ANC 2022-06 appliqué par l'association.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

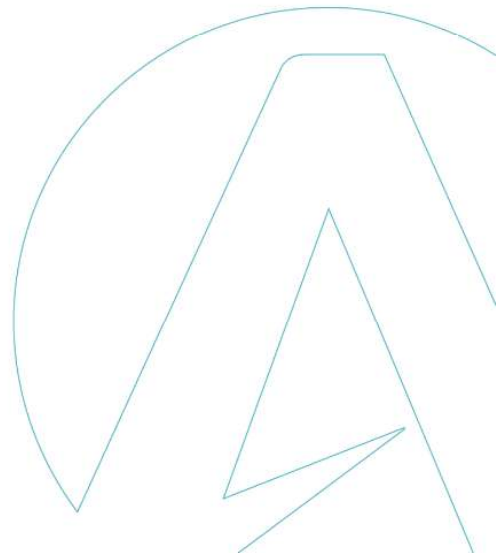
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Je me suis assuré de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière du Conseil d'Administration et les comptes annuels adressés aux membres.





## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultats d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



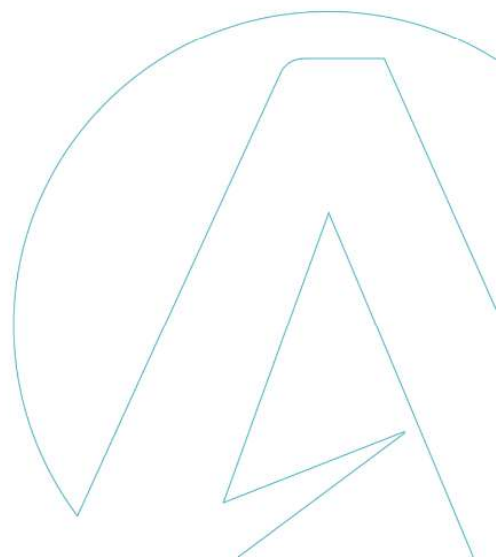
Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2026

Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes

A handwritten signature in blue ink is positioned over the text 'Commissaire aux comptes'. The signature is a stylized, cursive representation of the name 'Pascal Bernard'.



2050  
**BILAN ACTIF**

EXERCICE Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

		Durée de l'exercice		12 mois		Durée de l'exercice précédent		12 mois			
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			Brut		Amort. et prov.		Net N		Net N-1	
		Capital souscrit non appelé (I)		AA							
		Frais d'établissement		AB		AC					
		Frais de développement		CX		CQ					
		Concessions, brevets et similaires		AF	3 726	AG	3 726				
		Fonds commercial (1)		AH		AI					
		Autres immobilisations incorporelles		AJ	6 199	AK	3 536	2 662	3 902		
	Avances et acomptes sur immob. incorp.		AL		AM						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains		AN	11 750	AO		11 750	11 750		
		Constructions		AP	227 349	AQ	118 298	109 050	123 538		
		Inst. techn. maté. et outillage indus.		AR	120 259	AS	119 559	699	1 222		
		Autres immobilisations corporelles		AT	206 502	AU	159 065	47 437	71 997		
		Immobilisations en cours		AV		AW					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES(2)	Avances et acomptes		AX		AY					
		Participation évaluées selon la méthode de mise en équivalence		CS		CT					
		Autres participations		CU	5 852	CV		5 852	5 698		
		Créances rattachées à des participations		BB		BC					
		Autres titres immobilisés		BD		BE					
		Prêts		BF		BG					
		Autres immobilisations financières		BH		BI					
TOTAL (II)		BJ	581 639	BK	404 186	177 452	218 109				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières Appro.		BL	470	BM		470	301		
		En cours de produc. de biens		BN		BO					
		En cours de produc. de services		BP		BQ					
		Produits inter. et finis		BR		BS					
		Marchandises		BT		BU					
		Avances et acomptes versés sur commande		BV		BW					
		Clients et comptes rattachés (3)		BX	27 919	BY	10 708	17 211	19 997		
	CREANCES	Autres créances (3)		BZ	5 939	CA		5 939	12 831		
		Capital souscrit appelé non versé		CB		CC					
		V.M.P. dont actions propres :		CD		CE					
	DIV.	Disponibilités		CF	81 499	CG		81 499	232 371		
		Charges constatées d'avance (3)		CH		CI					
	Comptes de régularisation	TOTAL (III)		CJ	115 828	CK	10 708	105 120	265 502		
		Frais d'émission d'emprunts à étaler (IV)		CW							
Prime de remb. des obligations (V)		CM									
Ecarts de conversion actif (VI)		CN									
TOTAL GENERAL (I à VI)		CO	697 467	1A	414 894	282 572	483 611				
Droit au bail				(2) à - 1 an	CP	(3) à + 1 an	CR				
Clause de réserve de propriété - immob				stocks		créances					

**2051**  
**BILAN PASSIF avant répartition**

EXERCICE Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

				N	N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)	(dont versé : .....)	DA		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ....		DB		
	Ecart de réévaluation (2)	(dt écart d'équivalence) EK	DC		
	Réserve légale (3)		DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE		
	Réserves réglementées (3) (dt rés. spéc. prov. pour fluctuation des cours)	B1	DF		
	Autres Réserves (dt réserve relative achat oeuvres origin. art. vivants)	EJ	DG		
	Report à nouveau		DH	272 670	262 054
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		DI	- 179 051	10 616
	Subventions d'investissement		DJ	74 016	81 257
	Provisions réglementées		DK		
	<b>TOTAL (I)</b>		DL	167 636	353 928
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs		DM		
	Avances conditionnées		DN		
	<b>TOTAL (II)</b>		DO		
PROV. RISQUES CHARGES	Provisions pour risques		DP		
	Provisions pour charges		DQ	13 055	12 605
	<b>TOTAL (III)</b>		DR	13 055	12 605
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		DS		
	Autres emprunts obligataires		DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	62 277	80 160
	Emprunts et dettes financières divers	(dont emprunts participatifs) EI	DV	3 262	6 271
	Avances et Acomptes reçus sur commandes en cours		DW		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		DX	15 250	10 295
	Dettes Fiscales et Sociales		DY	21 090	20 346
	Dettes sur Immobilisations et Comptes rattachés		DZ		
	Autres Dettes		EA		3
CPT REGU	Produits constatés d'avance (4)		EB		
	<b>TOTAL (IV)</b>		EC	101 881	117 077
	Ecart de conversion passif	(V)	ED		
	<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>		EE	282 573	483 611
RENOIS	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital		1B		
	(2) Dont réserve spéciale de réévaluation (1959)		1C		
	(2) Dont écart de réévaluation libre		1D		
	(2) Dont réserve de réévaluation (1976)		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme		EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	50 506	54 882
	(5) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		EH		



**2052**  
**COMPTE DE RESULTAT DE**  
**L'EXERCICE**

EXERCICE Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

	France		Exportation		Total		Exercice N-1
Ventes de marchandises	FA		FB		FC		
Production vendue - biens	FD	680	FE		FF	680	1 300
Production vendue - services	FG	186 269	FH		FI	186 269	278 402
<b>Chiffre d'affaires net</b>	FJ	186 949	FK		FL	186 949	279 702
Production stockée					FM		
Production immobilisée					FN		
Subventions d'exploitation					FO	170 265	274 658
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges (9)					FP		11 072
Autres produits (1) (11)					FQ	26 835	4 958
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2) (I)</b>					FR	384 050	570 391
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					FS		
Variation de stocks (marchandises)					FT		
Achats matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					FU	42 674	47 927
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					FV	- 169	928
Autres achats et charges externes (3)					FW	116 090	133 294
Impôts taxes et versements assimilés					FX	6 580	6 806
Salaires et traitements					FY	253 414	246 550
Charges sociales (10)					FZ	83 713	82 888
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amortissements (14)					GA	39 147	51 505
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provisions					GB		
Dotations d'exploitation sur actif circulant - dotations aux provisions					GC	1 676	3 712
Dotations d'exploitation pour risques et charges - dotations aux provisions					GD	450	750
Autres charges (12)					GE	1 979	6 661
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (4) (II)</b>					GF	545 560	581 026
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>					GG	- 161 509	-10 635
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					GH		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					GI		
Produits financiers de participations (5)					GJ		150
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	154	
Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	775	2 457
Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
Différences positives de change					GN		
Produits nets sur valeurs mobilières de placement					GO		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)</b>					GP	930	2 607
Dotations financières aux amortissements et provisions					GQ		
Intérêts et charges assimilées (6)					GR	1 361	1 688
Différences négatives de change					GS		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements					GT		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)</b>					GU	1 361	1 688
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)</b>					GV	- 430	919
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III -IV + V - VI)</b>					GW	- 161 939	-9 716

		Exercice N	Exercice N - 1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	203	1 019
Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB		19 313
Reprise sur provisions et transferts de charges	HC		
Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	203	20 332
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6bis)	HE		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	17 315	
Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	17 315	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	HI	-17 111	20 332
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	HJ		
Impôts sur les bénéfices (X)	HK		
Total des produits (I+III+V+VII)	HL	385 185	593 331
total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	HM	564 236	582 714
5 - BENEFICE OU PERTE (Total produits - total des charges)	HN	- 179 051	10 616
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2) dont produits de locations immobilières	HY		
(2) dont produits d'exploit. afférents à des exercices antérieurs (à dét. au (8)	IG		
(3) dont crédit-bail mobilier	HP		
(3) dont crédit-bail immobilier	HQ		
(4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antér. (à dét. au (8)	IH		
(5) dont produits concernant les entreprises liées	IJ		
(6) dont intérêts concernant les entreprises liées	IK		
(6bis) dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art 238b du CGI)	HX		
(6ter) dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
(6ter) dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
(9) dont transferts de charges	A1		3 172
(10) dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS	A5		
(11) dont produits redevances pour concessions de brevets, de licences	A3		
(12) dont charges redevances pour concessions de brevets, de licences	A4		
(13) dont primes et cotisations sociales professionnelles			
Facultatives	A6		
Obligatoires	A9		
dont cotisations facultatives Madelin	A7		
dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	A8		
(14) Dont montant de l'amortissement du fonds de commerce (en application de l'article 39, 1-2, al.3)	HS		
(7) Détail produits et charges exceptionnels (détail en annexe page suivante)			
(8) Détail des produits et des charges sur exercices antérieurs (détail en annexe page suivante)			

## **Règles et méthodes comptables**

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- \* continuité de l'exploitation,
- \* permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- \* indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques,

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

Le PCG approuvé par arrêté ministériel du 22 juin 1999

la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983

le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983

les règlements comptables :

- \* 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- \* 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- \* 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- \* 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- \* 2022-06 relatif à la modernisation du PCG, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025

### **Changements de méthode**

Pour la première application du règlement 2022-06, la société a opté pour un traitement prospectif.

Cette option n'a pas entraîné un impact sur les capitaux propres d'ouverture.

L'application des nouvelles règles comptables n'a pas entraîné pour la société d'impact sur la situation nette.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escompte de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Conformément aux nouveaux règlements, les amortissements comptables sont désormais calculés sur la durée réelle d'utilisation du bien.

Concernant les biens non décomposables à l'origine, il est fait application de la mesure de simplification consistant à amortir les biens sur les durées d'usage (avis 2005-D du 1er juin 2005 du Comité d'urgence du CNC)

Les durées d'usage retenues pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes :

* Constructions	15 à 50 ans
* Agencements et aménagements des constructions	5 à 15 ans
* Installations techniques	1 à 10 ans
* Matériel et outillage industriels	1 à 10 ans
* Installations générales	1 à 10 ans
* Matériel de bureau et informatique	1 à 10 ans

La valeur résiduelle n'a été prise en compte pour aucun des éléments d'actifs compte tenu de l'absence de critères de fiabilité sur les valeurs attribuées.

## EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2025

### Rappel des effectifs

#### Statut élève

au 1er octobre 2025

3ème E.A	17
CAPA	10 Dont 2 demi-pensionnaire
Sde Pro	10 Dont 4 demi-pensionnaire
1ère Bac Pro Forêt	5
Term. Bac pro Forêt	6 dont 2 demi-pensionnaires

48

**Statut apprenti au 31 décembre 2025**

Sde Pro	0
1ère Bac Pro Forêt	2
Term. Bac pro Forêt	2

4

### Mouvement du personnel sur l'exercice :

**EX : Licenciement :**

NOM PRENOM	date d'entrée	date fin de contrat
PICKWORTH Florence	10/09/2019	01/05/2025
ROQUEJOFFRE Nathan	10/01/2019	18/08/2025

**Embauche dans l'année**

NOM PRENOM	date d'entrée	date fin de contrat
SFORZA Michel	08/09/2025	
METOYER Déo	20/08/2025	20/07/2026
RAPITEAU Camille	03/11/2025	31/03/2026

## EVENEMENTS IMPACTANTS LE COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

Absence d'ouverture de la classe de 3eme EA en septembre 2024.

## EVENEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

## PROJET ASSOCIATIF

Retrait du dispositif RSO (agence Lucie)

## ENGAGEMENT EN MATIERE DE RETRAITE

(voir tableau annexe)

ACTIF IMMOBILISE 2025

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1	- €	- €	- €
Autres postes d'immo. Incorporelles TOTAL 2	9 925,00 €	- €	
Terrains	11 750,00		-
Constructions sur sol propre	86 780,00		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.	161 542,00		12 069,00
Installations techniques, matériel et outillage ind.	175 972,00		
Installations générales, agencets., améncts. dives	434 613,00		
Autres matériels de transport	62 280,00		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	275 142,00		4 886,00
Emballages récupérables et divers			
Mobilier d'enseignement			
Mobilier pour l'internat			
Matériel et outillage pour l'internat			
Matériel pédagogique			
Immobilisations incorporelles en cours Audit LUCIE			
Avances et acomptes	-		-
TOTAL 3	1 208 079,00 €	- €	16 955,00 €
Participations évaluées par mise en équivalence	5 698		-
Autres participations			-
Autres titres immobilisés			-
Prêts & autres immobilisations financières			
TOTAL 4	5698	- €	- €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	1 223 702,00 €	- €	16 955,00 €

CADRE B		2025	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		IMMOBILISATIONS	Par virement	Par cession		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement R&D TOTAL 1			- €	- €	- €	- €
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2			- €	- €	9 925,00 €	- €
Terrains					11 750	
Constructions	sur sol propre				86 780	
	sur sol d'autrui					
	Inst. gales., agencets. et am. const.			20777	152 834	
Installations techniques matériel et outillage				55713	120 259	
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agencets., aménagement divers			385733	48 880	
	Matériel de transport			31990	30 290	
	Matériel de bureau & informatique			164959	115 070	
	Mobilier					
Immobilisations incorporelles en cours					-	
Avances & acomptes						
TOTAL 3			- €	659 172,00 €	565 863,00 €	- €
Participations évaluées par mise en équivalence				154,00	5 852,00	
Autres participations						
Autres titres immobilisés				-		
Prêts & autres immobilisations financières						
TOTAL 4			- €	154,00 €	5 852,00 €	- €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)			- €	659 326,00 €	581 640,00 €	- €

AMORTISSEMENTS 2025					
CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et développement		-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles		6 023	1 239,00	-	7 262,00
Terrains					
sur sol propre		52 942,00	2 391,00		55 333,00
Constructi					-
installations générales		68 181,00	15 560,00	20 777	62 964,00
Installations techniques, matériel et outillage industriels		174 750,00	522,00	55 713	119 559,00
Autres		398 343,00	6 628,00	384 368	20 603,00
immobilisat		42 362,00	2 602,00	14 674	30 290,00
corporelles		215 615,00	10 202,00	119 242	106 575,00
Mobilier d'enseignement					
Mobilier d'internat					
Matériel et outillage pour ...		47 278,00		45 715	1 563,00
TOTAL 2		999 471,00 €	37 905,00 €	640 489,00 €	396 887,00 €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		1 005 494,00 €	39 144,00 €	640 489,00 €	404 149,00 €

## PROVISIONS 2025

NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements					
Provisions pour investissement					
Provisions hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations except. 30%					
Provisions fiscales pour implant.à l'étranger avant le					
Provisions fiscales pour implant.à l'étranger après le					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
<b>TOTAL 1</b>		<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
Provisions pour litiges					
Provisions garanties données aux clients					
Provisions pertes de marché à terme					
Provisions amendes & pénalités					
Provisions pertes de change					
Provisions pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions renouvellement des immobilisations					
Provisions grosses réparations					
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à					
Autres provisions pour risques et charges - Prov°		42293	450,00		42 743
<b>TOTAL 2</b>		<b>42 293,00 €</b>	<b>450,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>42 743,00 €</b>
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres équivalence					
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients N° 491		148 750	1 676		150 427
Autres pour dépréciations N° 495					-
<b>TOTAL 3</b>		<b>148 750,00 €</b>	<b>1 676,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>150 427,00 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>		<b>191 043,00 €</b>	<b>2 126,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>193 170,00 €</b>
dont	- d'exploitation		2 127	-	
dotations	- financières			-	
et reprises	- exceptionnelles		17 315		
Titres mis en équivalence					

ECHEANCES, CREANCES et DETTES 2025

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		-		-
Clients douteux ou litigieux		10 486,00	10 486,00	
Autres créances clients		17 433	17 433	
Créances r. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers	990,00	990,00	
Groupe et associés (comptes débiteurs)		4 949,00	4 949,00	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de				
Charges constatées d'avance			-	
TOTAUX		33 858,00 €	33 858,00 €	- €
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés				

ÉCHÉANCES, CRÉANCES et DETTES 2025

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 ans max. à l'origine				
	à plus de 1 ans	62 278,00	10 903	32 719	18 654
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		15 250,00	15 250,00		
Personnel et comptes rattachés		4 049,00	4 049,00		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		16 749,00	16 749,00		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	292,00	292,00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés		3 263,00	3 263,00		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)					
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance					
TOTAUX		101 881,00	50 506,00	32 719,00	18 654,00
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		17 882,00			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					



**Charges et produits constatés d'avance 2025**

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	- €	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>

Détails des charges constatées d'avance à la clôture de l'exercice :

	- €
	- €
	- €
	- €
	- €

Détails des produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice :

- €

## Engagements financiers 2025

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	815,26 €
Autres engagements donnés :	
Engagements en matière de crédit-bail	
<b>TOTAL</b>	<b>815,26 €</b>
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Plafonds des découverts autorisés CRCA	20 000,00
Plafonds des découverts autorisés CREDIT MUTUEL	-
Avals et cautions reçus	
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
<b>TOTAL</b>	<b>20 000,00 €</b>

**Dettes garanties par des sûretés réelles 2025**

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	62 278,00
Emprunts et dettes financières diverses :	
<b>TOTAL</b>	<b>62 278,00 €</b>

**Garanties bancaires prises sur les emprunts en cours**  
Montant prêt

Prêt N°

ANNEXE COMPTABLE : CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (art. 431-9 du Règlement)

La MFR doit fournir une information sur les montants des concours publics et les subventions d'exploitation qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

La nature du concours ou de la subvention octroyé soit concours public ou subvention d'exploitation  
(cf doc intranet Plan comptable des MFR fiche explicative des comptes p 41-42)

N° CPTÉ	NATURE	CONCOURS PUBLICS	Destination du versement	MONTANT
74111	Taxe apprentissage	Subventions (hors Ministère de l'Agriculture)	Taxe apprentissage solde 13%	15 833,36 €
74113	Organisation des examens	subvention DRAAF	Handicap	- €
74118	Autres subventions de l'Etat	Subventions (Ministère de l'Agriculture)		1 810,97 €
74181	Subventions de fonctionnement	Subventions (Ministère de l'Agriculture)	Subvention Ministère agri 2025	130 686,00 €
74188	Autres subventions du Ministère de l'Agriculture	Subventions (Ministère de l'Agriculture)		- €
744211	Subv Fonct Scolaire	RÉGION NOUVELLE AQUITAINE	Équipement Pro 2025	800,00 €
744212	Subv Fonct App	RÉGION NOUVELLE AQUITAINE	Carte Apprentissage	4 000,00 €
744213	Subv Fonct FC	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744214	Autres Subv Fonct	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744261	Aide à la mobilité Scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744262	Aide à la mobilité des apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744263	Aide à la mobilité des stagiaires FC	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744271	Fonds Social scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	Fonds social Régional et Lycéen 2025	1 133,62 €
744272	Fonds Social apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
74428	Autres aides Conseil Régional	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	remboursement cinéma	33,00 €
744281	Autres aides aux scolaires	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	FSL + FSR	
744282	Autres aides aux apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
74433	Subv CD des scolaires	Subventions (Conseil Départemental)	Subvention classe de 3ème	1 785,00 €
7444	Subventions Communes & Groupements	Subventions Communes & Groupements		
74461	sub°organisme internation. scol	Subventions organismes internationaux		- €
74462	sub°organisme internation. apprentis	Subventions organismes internationaux		- €
74463	sub°organisme internation. FC	Subventions organismes internationaux		- €
74481	Subv Chambre Agriculture	Autres organismes publics		- €
74482	Subv MSA	Autres organismes publics		- €
74489	Autres subv organismes publics	Autres organismes publics		
7448	UDAF	Autres Subventions d'exploitation		

TOTAL

156 081,95 €

## ANNEXE COMPTABLE : SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS

La MFR doit fournir une information sur les montants des subventions d'investissements qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :  
Les différentes catégories d'autorités administratives : Union européenne, Etat, Collectivités territoriales, Caisse d'allocations familiales, autres ...  
intranet Plan comptable des MFR fiche explication des comptes P66

## 131 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

LIBELLÉS (nature)	Date de versement	Durée d'amortissement	Montant	AUTRES									
				1311 origine ETAT Destination	1312 origine REGION Destination	1313 origine DEPARTEMENT Destination	1314 origine COMMUNES Destination	1315 origine COLLECTIVITES PUBLIQUES Destination	1317 origine ENTREPRISES et ORGANISMES PRIVES Destination	13185 origine OPCO Destination	13186 origine ORGANISMES INTERNATIONAUX Destination		
INVESTISSEMENT	02/12/2024	36 mois	1 347,60 €			1 347,60 €							
			- €										
			- €										
			- €										
			- €										
			- €										
			1 347,60 €	- €	- €	1 347,60 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
			VERIFICATION										
			1 347,60 €										

## 138 - AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

[illegible]

ANNEXE COMPTABLE : TABLEAU DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (C.V.N.)

C.V.N. : LA CONTRIBUTION BENEVOLE				
bénévolat	prestation et description	convention (oui/ non)	date(s)	temps en jours
concernant l'association MFR	Visites et sorties élèves	NON		0
	Jury	NON		0
	Conseil d'administration et commissions	NON	Voir compte rendu de CA (1	21
	Forum et salons	NON	portes ouvertes	1
	Conseil de discipline	NON	2 conseils de 2h à 2 personnes en mai à 1	1

Note : 1 jour = 7 h

C.V.N. : LA CONTRIBUTION MECENAT DE COMPETENCES			
mécénat de compétences	prestation (descr')	convention (oui/ non)	temps en jours
NEANT			

C.V.N. : LE DON EN NATURE		
particulier / entreprise donatrice	nature du don	date
NEANT		

C.V.N. : PRÊT DE TERRAIN, DE LOCAL ou MATERIEL à titre gracieux		
prêteur	nature du prêt	date début/date fin

En application de l'article 211-4 du règlement ANC 2018 ,

la MFR de **XXXXX** estime que la présentation des CVN n'est pas compatible avec son objet ou ses principes de fonctionnement. En effet, agissant dans le cadre associatif sur la base du volontariat, l'activité bénévole concourt à la mission et à l'objet de l'association sur un principe arrêté par le règlement intérieur de l'association MFR, article 2 qui précise que le Conseil d'administration est « formé de membres de l'association qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association.... Le Conseil d'administration est l'expression de la volonté des parents... Il est garant du maintien du caractère familial de l'association et de la prépondérance du rôle des familles dans la marche de la Maison Familiale Rurale. » Dès lors, il n'est pas opportun ni compatible de comptabiliser les contributions volontaires en nature pour ce qui est de la participation des bénévoles.

- Information sur la nature et l'importance des CVN

Le temps consacré par les bénévoles, administrateurs ou non, dans le cadre de participation à des ateliers d'animation, à l'encadrement de sorties, à des témoignages, à l'accompagnement, à es séances de commissions ou conseils d'administration etc...., certaines prestations en nature de la part de partenaires de la MFR (interventions d'un chef d'entreprise, d'un syndicat professionnel....), quelques dons en nature consommés en l'état (dans d'ordinateurs par une entreprise....) participent par nature aux contributions volontaires au bénéfice des jeunes et des familles dans une moindre mesure.



**MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION**

**Secteur Forêt Environnement**

74 Avenue de Paris

**17 210 CHEVANCEAUX**

# **RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

présenté à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 27 MARS 2026**

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282  
85007 **LA ROCHE-SUR-YON CEDEX**  
02 51 37 07 78  
[adeciaaudit@adecia.fr](mailto:adeciaaudit@adecia.fr)

SARL ADECIA AUDIT au capital de 240 408 € | SARL de Commissaires aux comptes | Membre de la Compagnie  
Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique | RCS LA ROCHE-SUR-YON 418 908 927 | TVA  
intracommunautaire FR 31 418 908 927





## **MAISON FAMILIALES DE CHEVANCEAUX Secteur Forêt Environnement**

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31/12/2025

À l'Assemblée générale de l'association MFR,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

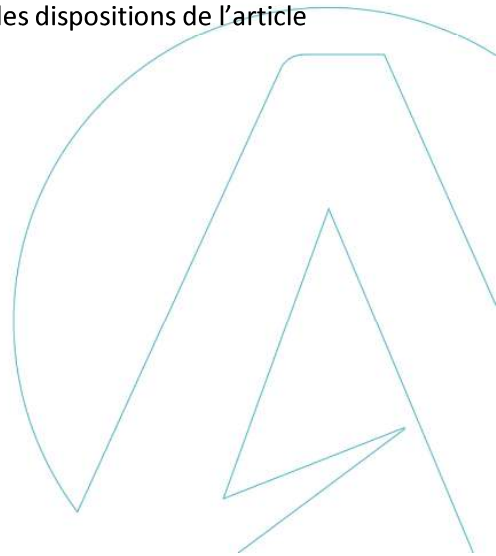
J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

#### **Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.





#### CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

---

Conformément aux dispositions statutaires de votre société, j'ai été informé que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Personnes Concernées :

- Votre Conseil d'Administration

Nature et Objet :

- Indemnisation des kilomètres effectués pour votre association avec leurs véhicules personnels


Modalités :

- Montant pris en charge sur l'exercice : 4 484.64€

Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2026

Pascal BERNARD



Commissaire aux comptes

